

LA GRANDE RELEVÉ

DES HOMMES
PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

A L'EST, SALUT AU CAPITALISME



A Moscou, baptême d'une bourse de commerce

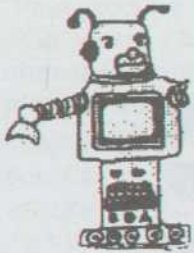
Un autel, des cierges et une icône de la vierge Marie. La scène avait lieu au siège du Comecon, qui abrita jadis les grand-messes économiques communistes : la bourse de commerce de Moscou a été "inaugurée" hier par un prêtre orthodoxe, renouant ainsi avec une tradition oubliée depuis la révolution d'octobre, qui voulait que chaque entreprise créée reçoive les sacrements de l'Eglise.

(les journaux)

M 1669 - 895 - 11,00 F



AU SOMMAIRE DE CE NUMERO :



Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN
Recherche et documentation :
René MARLIN
Diffusion et relations extérieures :
André PRIME

*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

Impression : TIPE, R. PERNEL
11, rue du Progrès, Montreuil.
Commission paritaire N°57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	110 FF
Abonnement d'essai (6mois)	65 FF
Abonnement de soutien.....	155 FF
Abonnement de propagande :.....- 5 n° mensuels.....	175 FF
.....10 n° mensuels.....	220 FF
Etranger.....	140 FF

(Par avion nous consulter)

Règlements

par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVÉ
B.P. 108, 78110 LE VESINET

Ce journal ne survit que grâce à
la souscription permanente

"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"

qui nous permet aussi d'assurer le service du journal à ceux
de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens de payer leur
abonnement aux tarifs indiqués.

* EDITORIAL

page 3 Redistribution?
par M-L DUBOIN

* ACTUALITES

page 6 lu, vu, entendu
des chiffres

page 7 Des criminels de guerre
bien tranquilles
par A. PRIME

* REFLEXIONS

page 4 En Catalogne aussi
par J. CASALS

page 9 Autopsie d'un désastre
par G.LASSERRE

page 10 Faire jouer la loi de l'offre
et de la demande
par G.GAUDFRIN

page 12 Sport-Spectacle
par R.MARLIN

page 14 Œuvrons pour notre utopie
par A.CHANTRAINE

* **COURRIER** page 15

* RESUME DE NOS THESES

page 16 **L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE**

TELEPHONE

les mardi et jeudi, l'après-midi
(16) 1 30 71 58 04



MINITEL :
3614
code :
CHEZ'REIN

Pour votre propagande, une brochure à faire lire : **L'ECONOMIE LIBEREE**

par Marie-Louise DUBOIN

résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail simple, efficace,
facile à lire, court (60 pages), avec de nombreux graphiques. (22 F pièce, franco)

Pour votre réflexion personnelle, un roman :

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'éco-
nomie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans
ses détails. (Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

Et deux rééditions de livres de Jacques DUBOIN :

KOU, L'AHURI et **LES YEUX OUVERTS**

publiés pour la première fois le premier dès 1934, le second en 1955, mais tous deux,
remarquablement, toujours d'actualité ! (65 F franco, chacun des deux volumes).

Tous ces ouvrages peuvent être commandés au journal.

REDISTRIBUTION?

par Marie-Louise DUBOIN

Nous avons déjà reçu une trentaine de réponses au questionnaire proposé dans notre dernier numéro sur le revenu de base. Parmi elles, une très large majorité se prononce en faveur du versement par l'Etat d'un tel revenu à tous, inconditionnel et à titre individuel, et estime que ce versement serait une transition vers l'économie distributive...

Cet accord est en quelque sorte contredit par les difficultés qu'ont rencontrées nos lecteurs pour définir les modalités de financement et son montant : un tiers des réponses refuse l'idée de supprimer pour cela les indemnités de chômage et les allocations actuellement versées, la moitié refuse qu'un impôt nouveau soit payé par les salariés, bien que certaines l'admettent pour les très gros revenus ("exorbitants" dit l'une, "dépassant cinq fois le SMIG" dit l'autre) ou par les entreprises, ou alors, "très progressivement". Certains se demandent si la CSG n'est pas précisément l'impôt nouveau qui conviendrait. Un pourcentage sur les transactions en Bourse rencontre plus d'écho : "une taxation sur les plus-values immobilières", sur les grandes fortunes, il faut "imposer les requins de la finance", instituer un impôt progressif sur ces revenus "objectivement et dûment recherchés" dit un lecteur, "mais qui va le faire?" demande un autre. Les autres modes de financement suggérés, à part la CSG, sont la réduction des gaspillages à tous les niveaux, la suppression du cumul "des politiciens et autres PDG", une imposition sur les "résidences secondaires et les bateaux de plaisance qui envahissent", enfin et surtout, la suppression des dépenses militaires.

Certains lecteurs ont suggéré le paiement de l'allocation universelle avec une monnaie spéciale, non thésaurisable, donc de sortir du système. Ils ne se plaçaient donc plus dans l'hypothèse de redistribution impliqué par notre questionnaire.

C'est sans aucun doute la dernière question qui était la plus difficile. Il s'agissait de partir de l'évaluation

des ressources dégagées par les réponses aux questions précédentes pour évaluer ce que leur redistribution sous forme d'une allocation individuelle allouerait à chaque citoyen. Certains lecteurs s'y refusent parce qu'ils pensent que cette évaluation doit être faite à l'échelle mondiale ou parce qu'ils ne possèdent pas les moyens d'estimer les économies qu'ils suggèrent (réduction des gaspillages, taxes sur les revenus abusifs et clandestins). Un lecteur se place en économie distributive puisqu'il prend le PNB par habitant (9545 \$ en 1985) ce qui correspond à un revenu mensuel de 4120 F par mois. La plupart indiquent la somme qu'ils souhaiteraient, sans chercher si elle est compatible avec la redistribution.

En conclusion, nos lecteurs sont loin d'avoir **démontré** que l'allocation universelle versée par REdistribution, dans le système actuel, était une transition possible vers l'économie distributive. L'un d'eux l'explique si clairement que je lui laisse la parole : "Je réponds **NON** à la première question...L'idée d'un Revenu de Base inconditionnel pour tous, **dans le cadre de l'économie actuelle** me choque profondément, justement parce que je suis partisan du système distributif, égalitariste...Passons sur le fait que ce ne serait peut-être pas supportable par notre économie mixte telle qu'elle fonctionne actuellement, même en récupérant toutes les allocations et indemnités existantes, même en établissant de nouveaux impôts (sauf à reprendre d'une main aux revenus hauts et moyens, ce que vous auriez donné de l'autre...). Car, bien sûr, le revenu de base ne

serait pas un minimum mais un **optimum** (que j'évalue au SMIG actuel ou légèrement au-dessus), puisqu'il est souvent dit qu'il doit permettre à chaque individu l'accès à une vie décente.

Mais supposons, fait extraordinaire, que l'Etat accepte cette idée et que l'économie la supporte moyennant quelques aménagements...vous fonctionnez dans le cadre de l'économie libérale et capitaliste, vous conservez toutes les inégalités existantes et tous les mécanismes qui permettent l'enrichissement à outrance et la spéculation : résultat probable : tout le monde est content (il n'y a plus de nécessités) et **encore moins qu'avant** la classe dirigeante politico-financière n'envisagera un changement radical de l'économie car vous aurez résolu le problème N°1 de l'économie capitaliste : le chômage et la pauvreté. Les chances de voir s'installer une économie distributive, si elles sont faibles et hypothétiques aujourd'hui, deviendraient nulles dans cette perspective.

Enfin, votre questionnaire amène cette question de fond : si le système libéral-capitaliste résolvait les problèmes du chômage et de la misère par des réformes "socialo-redistributives" telles que suggérées (et cela est POSSIBLE), le revenu de base étant réservé à ceux qui en ont besoin (chômeurs, malades, étudiants, vieux sans ressources, etc), l'économie distributive ne perdrait-elle pas sa raison d'être? De la même façon que les mutuelles n'auraient pas lieu d'exister si la sécurité sociale prenait totalement en charge le risque maladie. Allons plus loin, les machines toujours plus productives faisant de plus en plus de chômeurs, le secteur bénéficiant de ce revenu de base grandirait peu à peu jusqu'à devenir majoritaire. Et nous voici (presque) arrivés en économie distributive...en douceur et sans révolution...BB."

C'est bien la question qui était effectivement posée aux distributistes...

Et le LOGO?

En réponse à notre demande de logo, nous n'avons reçu que quelques dessins, très petits, difficiles à reproduire et pas de slogan original...

Cependant beaucoup de militants aimeraient des auto-collants...

Alors, lecteurs, à vos méninges!?

EN CATALOGNE AUSSI...

Conscients, comme nous, du rôle fondamental que joue la monnaie dans les divers systèmes économiques et de la nécessité d'en changer la nature si l'on veut changer la société, un groupe de Catalans vient de créer l'association "Eco Concern". Dans le but de confronter nos propositions et de chercher les moyens de combattre de concert, l'un d'eux, Joan Casals, nous envoie l'analyse qu'il a faite de la brochure de M-L Duboin, "L'économie libérée"

La lecture de ce petit livre est très stimulante. En plus, son analyse du système capitaliste autour de la monnaie-mythe, ainsi que son idée du but de l'économie autour des besoins, sont tout à fait convergentes avec les nôtres.

Quant au système alternatif proposé, l'économie distributive, il nous offre une occasion d'essayer le commentaire critique d'un modèle théorique dans lequel le changement monétaire joue un rôle décisif.

BUTS DE L'ÉCONOMIE

Oui, il faut insister sur le but principal de tout système économique : la satisfaction des besoins de tous, besoins dans un sens large (épanouissement, santé, formation, culture, qualité de vie...) et toujours en progression. Car leur développement équilibré est une condition nécessaire au déroulement des libertés et solidarités concrètes.

PROBLEMES PRIORITAIRES

Nous sommes d'accord : le problème de notre temps n'est plus de produire, mais de distribuer la production. Nous sommes également d'accord sur la "redistribution" qui est une caricature et on doit en effet s'attaquer à l'origine du manque de pouvoir d'achat des consommateurs. En plus, la sous-consommation provoque un ralentissement de l'économie et un freinage de la production. Ce qui devient stupide à une époque où les capacités productives sont énormes (même avec peu d'intervention de main-d'oeuvre) à côté de grands besoins non satisfaits. Mais à ce point, nous nous demandons s'il serait préférable qu'on fabrique du pouvoir d'achat (pour tous ceux que les robots ont exclus de la production) ou bien qu'on cherche à balayer les principaux parasites existant dans la distribution, lesquels ramassent la plus grande partie des revenus de la production... sans y avoir contribué vraiment.

Car ces grands revenus parasitaires (intérêts sur crédits à la consom-

mation et à l'investissement, spéculation sur les devises étrangères, plus-values sur actifs financiers et sur terrains...) non seulement diminuent le pouvoir d'achat de la population productive mais, surtout, ils s'égarrent et entretiennent sous forme de grands lacs de pouvoir d'achat et à l'exception d'une petite consommation somptuaire, ils ne demandent rien à la production.

Par contre, leur grand pouvoir d'achat reste enfermé sur lui-même (spéculation financière et immobilière...) et son montant augmente sans arrêt moyennant des mécanismes où la monnaie joue un rôle décisif. On dirait que la société capitaliste est organisée pour fournir au capital-argent les clients (débiteurs) dont il a besoin pour leur appliquer des intérêts (presque équivalents à un impôt privé).

En admettant l'hypothèse de pouvoir supprimer ces parasites, les revenus de la production seraient capables d'absorber ce qui a été produit. L'économie ne serait plus freinée et le chômage ne serait plus aussi gênant car les besoins seraient loin d'être satisfaits et la nouvelle production ne serait pas obligatoirement aussi destructrice de ressources naturelles.

Nous pensons que l'économie communiste a échoué à l'Est, notamment par manque de motivation des agents productifs: les revenus n'étaient pas en fonction ni du mérite, ni de l'effort productif. L'économie capitaliste de l'Ouest peut aussi échouer à cause des revenus parasitaires également sans relation avec le mérite et l'effort productif et qui, croissant sans cesse, arriveront à fatiguer les agents qui restent productifs, et de qui on exige de plus en plus de gains de productivité... Ces agents se rendront compte que, sous le prétexte de surprenantes lois du marché, ils sont trompés depuis longtemps.

Bien que, pour l'instant, le problème du capitalisme soit la distribution, il a quand même une grande influence sur la production. C'est pour ceci que

la mauvaise distribution, même si elle n'a pas été capable de faire bouger grand-chose dans le système (sauf dans sa périphérie du tiers monde), peut conduire à un ralentissement excessif de la production. Ce qui serait mortel pour le système.

Jusqu'à présent, le progrès des technologies a assuré la croissance, mais on est arrivé à un point délicat avec risque de plafonnement dans la satisfaction des besoins de base. D'où l'intérêt actuel du système de se présenter comme le seul possible.

RAPPORTS DISTRIBUTION/PRODUCTION

Nous sommes d'accord sur la nécessité de dissocier davantage les revenus du temps de travail et de les relier à la production. Mais on peut y parvenir, soit en supprimant le salaire (et distribuer à chacun en fonction de ses besoins), soit en conservant le salaire (et distribuer, en supplément à tous, les revenus du capital). C'est-à-dire distribuer tout l'équivalent monétaire de la production entre tous, d'une façon plus équilibrée au lieu de réserver les revenus du capital pour une faible minorité peu productive (économie capitaliste) ou ne rien distribuer à titre de producteur et tout à titre de consommateur (économie distributive).

Nous croyons que, parmi les trois options, le système le plus motivant, participatif et décentralisé, serait le premier, c'est-à-dire celui qui pourrait mieux assurer l'obtention du surplus nécessaire au développement. Car l'accroissement de la production, même dans un système centralisé, n'est pas indépendant des perspectives d'accès à la distribution par ceux qui la produisent.

Par contre, dans les systèmes où la distribution de la production a été séparée de l'effort créateur du producteur, celui-ci est contraint à renoncer à la propriété de sa création. Et on a vu que, à partir d'un certain taux d'expropriation, cette renonciation devient

démotivante chez le citoyen moyen et très difficile à compenser avec d'autres motivations.

En revenant au système préconisé, tout se passe comme si la collectivité agissait comme une famille où tous contribuent et participent à la propriété du patrimoine, c'est-à-dire du capital productif. Dans ce cas, tout le monde doit devenir héritier des ancêtres et, au fur et à mesure que le capital-outil croît, intervient davantage dans la production, les revenus du capital deviennent plus conséquents pour les héritiers. A côté des revenus du capital venant du travail passé, rien n'empêche qu'un héritier reçoive un salaire pour son travail actuel.

LES HÉRITAGES

Nous sommes bien d'accord : on devrait donner à tous les humains accès à l'héritage légué par les générations passées. Mais nos mécanismes actuels d'héritage ont un effet dynamique cumulatif qui va en sens contraire.

Il faut observer que le mode d'héritage est capable de changer le modèle de société en quelques générations. Le seul mécanisme qui lui ressemble est celui de l'intérêt composé. Les deux mériteraient probablement plus d'attention que celle qui leur a été consacrée. Rappelons qu'un taux annuel de 10 % multiplie par 17 le montant initial après une génération, soit 30 ans.

Il est évident qu'on pourrait diminuer les taux cumulatifs de ces mécanismes. Par exemple, dans le cas particulier de la ligne directe, l'héritage serait réservé à titre d'emprunt et partagé ainsi, lentement, avec la collectivité.

D'un côté, tous les revenus du capital (rentes et bénéfices) au lieu d'être taxés davantage, devraient être investis en partie sous forme de "rente-épargne" obligatoire. Rappelons que l'investissement en équipement productif est une source d'emploi et, en conséquence, une première voie d'accès à l'héritage social.

La même contrainte pourrait être imposée aux revenus du salaire à condition d'inciter dans les conventions collectives à ce que les employeurs distribuent aux salariés une partie du bénéfice des entreprises comme supplément "salaire-épargne"

sous une forme, par exemple, d'un équivalent aux participations des fonds d'investissement. Il est important de signaler que ce transfert de "revenus-épargne" pris des actionnaires et donnés aux travailleurs ne diminue pas le financement de l'ensemble des entreprises. Par contre les disponibilités de financement à long terme devront augmenter grâce aux "rentes-épargne". Mais pour les salariés, c'est une deuxième voie d'accès à l'héritage social.

Quant aux rentes (de l'argent, de la terre, de l'énergie, etc...) nous proposons qu'on aille beaucoup plus loin. Il s'agit en général de revenus dont le rapport production/gain est le plus faible, car leur source provient des plus-values favorisées par des situations de rareté ou de concurrence très imparfaite. Leur maîtrise demanderait donc de vraies mesures structurelles de protection du consommateur. Faute de quoi, on laisserait intacte la plus large voie d'accumulation parasitaire qui, pour la plupart des humains, constitue un barrage à l'accès à une grande partie de leur héritage.

LA MONNAIE ET LA FINANCE

Oui, la fonction essentielle de la monnaie est bien celle de différer et multiplier les trocs. Mais, par contre, la fonction qu'on lui a attribuée d'être thésaurisable au-delà des nécessités du délai production / achat, a été l'origine des pires conséquences.

Car, sous ce prétexte, on a décidé que l'épargne nécessaire pour investir en nouvelles activités serait doublement thésaurisée. Les actifs ren-tiers: argent, devises, titres, dettes, terre, etc... sont de plus en plus entretenus, conservés et accumulés, en raison de forts intérêts et plus-values au lieu d'être employés à l'achat de la production pour consommer ou pour investir.

La monnaie ne devrait pas être thésaurisable et la spéculation ne devrait plus régner en maître sur l'économie mondiale... Il vaut mieux actuellement manipuler l'argent que produire des biens !

Mais à ce point, nous nous demandons s'il est préférable d'annuler l'argent au moment d'acheter ou bien de le transformer au moment d'épargner. C'est-à-dire que l'argent ne serait plus une rente parasitaire; la seule source de revenu pour l'épargne serait l'investissement pour la production.

Dans cette dernière hypothèse, il faudrait disposer d'un nouvel instrument monétaire spécifique pour canaliser l'épargne vers sa destination. Signalons que ce même instrument serait valable pour distribuer les "revenus-épargne" dont nous avons parlé ci-dessus.

LES CHOIX POLITIQUES

L'économie n'est pas une discipline indépendante des autres. Elle est très liée à la sociologie, l'écologie, la politique... Le choix d'un système économique est donc une question très complexe. Chacun a ses propres préférences et restrictions... La recherche de la perfection à tout prix pourrait amener à des coûts prohibitifs et à trop d'intervention collective sur la spontanéité individuelle, et ainsi déclencher des effets secondaires néfastes.

Nous estimons donc que l'introduction d'un modèle théorique, alternatif du capitalisme réel, pourrait suivre une méthode échelonnée d'essai-erreur-correction. Ce qui ne comporterait aucun risque car les politiciens de nos jours, bien qu'ils aient un modèle-guide, emploient constamment la même méthode, mais par simple tâtonnement... et personne ne se scandalise.

Nous sommes absolument d'accord pour dénoncer les revenus parasites et leurs croissances démesurées grâce, en particulier, aux "dérèglementations".

La rémunération du producteur est certainement souhaitable car elle est un facteur important de motivation. La difficulté est que dans la production moderne, les nouvelles technologies rendent de plus en plus flou l'effort "personnel" de chacun des agents...

Cette remarque étant faite, l'économie distributive n'est pas incompatible avec le versement de revenus d'émulation, au moins dans une période transitoire.

M-L. D

CLAIRVOYANCE

Rolland Hénault cite l'éloge que faisait J. Chirac, en 1974, de Saddam Hussein : "C'est un grand dirigeant réaliste, soucieux du bon équilibre de cette région du monde qu'est le Proche-Orient."

(Union Pacifiste, octobre 90)

LA RESPONSABILITÉ DES OUVRIERS

"Ne perdons pas de vue que tous ces missiles, ces avions, ces armes ultra-modernes ont été consciencieusement fabriqués dans des sociétés françaises par des ouvriers dont beaucoup sont syndiqués... Ce sont peut-être les fils de ces ouvriers qui seront demain tués dans le Golfe par les armes que leurs pères ont fabriquées et fournies à l'Irak."

(Union pacifiste, n° 268 transmis par P. Herdner).

LE PRIX DU SEXE ET DE LA VIOLENCE ?

A ce jour, la "Cinq" a 2,2 milliards de francs lourds de déficit. 600 millions sont encore prévus en 1991. Jean-Luc Lagardère a promis une chaîne sans sexe ni violence. Son choix sera difficile dans les films "made in U.S."

(France Inter, 24 octobre 1990)

LES BEAUTÉS DU LIBÉRALISME

Philips va licencier dans le monde 45.000 employés, soit 15 % de son personnel. Comme toujours, on appelle cela "restructuration". Mais au fait, comment les licenciés nomment-ils cette opération ?

Renault, 4620 licenciements en 1991
Bull, 5000 licenciements,
K.L.M. va supprimer 500 emplois d'ici 1992.

Air-Canada, 2900 licenciements,
Les Grands Magasins Saks (Etats-Unis) vont licencier 700 personnes.

(Le Monde, 12 octobre 1990)

LES LOBBIES DE L'ALCOOL ET DE LA PUB

Rien n'a changé depuis la bonne vieille 3e république, en ce qui concerne l'attitude des lobbies de l'alcool, de leurs représentants au Parlement ou dans la presse. Quelques "perles" recueillies au moment du débat au Sénat ou à l'Assemblée :

"Contre le spectre du lobby coca-

cola"

(Le Figaro du 18 octobre).

"On peut se demander si Evin n'est pas poussé par le lobby coca-cola, plus puissant que celui du vin".

(Barate, député RPR)

"La loi Evin est liberticide pour la communication". Le projet de loi évoque "le régime totalitaire de Vichy..."

(Le Figaro).

"Confiner la pub pour les alcools à la seule presse écrite pour adultes assimile celle-ci à des revues cochonnes, celles que les enfants lisent en priorité".

(Europe 1).

Enfin, pour le Sénateur-viticulteur B. Barbier "On va voir partout dans ce pays des pancartes "verboten". J'en viens à me demander si nous sommes bien en France, pays de liberté".

(le Canard Enchaîné, 24 octobre)

Quels gros sabots ! Et pourtant ça marche, puisque la loi a été édulcorée au possible : qu'est-ce que les 40 % de morts de la circulation dus à l'alcool contre les profits que la vente de ce dernier procure ?

(Transmis par A. Prime)

PRIX NOBEL

Le prix Nobel des sciences économiques 1990 a été décerné à trois professeurs américains "fondateurs de la finance moderne". Sans commentaires.

(Le Monde, 18 octobre)

LE DROIT INTERNATIONAL

"Le droit international, ce sont les coups de canon" disait le ministre français Ernest Constans en 1890.

(Transmis par Guy Marchand)

Y a-t-il quelque chose de changé depuis un siècle ? Vietnam, Panama, Koweït...

GUERRE DU GOLFE

LE DANGER DEMEURE

"M. Mitterrand est-il persuadé de l'inévitabilité et de l'imminence d'une guerre avec l'Irak ? A en croire le Canard enchaîné de cette semaine et l'International Herald Tribune du 25 octobre, la réponse est oui. Le Président de la République l'aurait confié à certains de ses visiteurs et aurait même précisé que le créneau fatal se situe entre le 25 octobre et le 6 novembre, date des élections américaines. C'est ainsi qu'on précise de très bonne source que si le Président de la République a pu faire allusion en privé à un grave risque de guerre d'ici aux élections américaines, c'est parce qu'une telle information avait été transmise il y a une quinzaine de jours par un responsable américain aux autorités françaises".

(Le Monde 27 octobre 1990)

Heureusement Gorbatchev n'est pas d'accord. Ça fera peut-être réfléchir Bush.

(Transmis par A. Prime)

DES CHIFFRES

Quelques pour cent seulement des nombreux journaux que nous lisons (et de la publicité que nous ne lisons pas) sont recyclés. Ceci nous rend responsables de l'abattage de deux millions d'arbres par mois. 700 sacs de papier brun (qui n'est jamais du papier recyclé nonobstant ce qui y est quelquefois imprimé, tout au plus est-il recyclable), trop généreusement alloués aux caisses des grandes surfaces, requièrent l'abattage d'un arbre de 20 ans. En trois mois le monde entier balance aux ordures assez d'aluminium pour refaire tous les avions de l'immense flotte aérienne américaine commerciale. Chaque année nous jetons, en fer et en acier, de quoi satisfaire les besoins annuels des trois plus grands constructeurs automobiles américains. Par heure, les Américains (là, nous sommes battus à plate couture, sans être pour autant innocents) balancent 2,5 millions de bouteilles en plastique. Par quinzaine, c'est un volume égal aux deux tours jumelles du World Trade Center de New-York qui vont droit aux ordures ménagères sans aucun tri, ni récupération, ni recyclage. Ces chiffres effarants sont tirés de la revue "Discover" d'avril 90.

Un Boeing 747 brûle de Paris à New-York 80 à 85 tonnes de carburant. Il consomme aussi 278 à 296 tonnes d'oxygène et pollue par une tonne de dioxyde d'azote, des hydrocarbures, du CO2 et autres joyusetés. Tout comme nos encombrements des villes, l'encombrement du ciel est responsable d'énormes pertes de carburant. Rien qu'en 1988 l'on estime à 330.000 heures de vol le temps perdu à tourner en rond au-dessus des aéroports.

(d'après Tam-Tam n° 205)

DES CRIMINELS DE GUERRE BIEN TRANQUILLES

par André PRIME

"Depuis cet été se dessine un autre scénario : celui de la relance de la machine économique américaine par la guerre (livrée ou pas), fut-ce au prix d'une relance de l'inflation". C'est le Monde du 16 octobre qui fait cette constatation. Et il ajoute : "La relance par la guerre s'est déjà produite trois fois au cours du 20e siècle américain".

Ce n'est pas à des distributistes qu'il faut démontrer que les activités d'armement et la guerre ont toujours été une source de profits juteux et sans risques, doublée souvent d'un exutoire aux difficultés des économies capitalistes.

1. LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

Comme nous le savons, la politique du New Deal de Roosevelt n'avait pu résorber les 13 à 17 millions de chômeurs qui "disparaissent" avec la guerre en devenant soldats ou producteurs d'armements. On risquait de les retrouver "à la sortie", le nombre des victimes américaines ayant été infime par rapport aux 50 millions de morts de la deuxième guerre mondiale.

C'est Eisenhower lui-même, pourtant peu versé dans l'économie, qui a déclaré le 3 octobre 1952 au cours de sa campagne électorale : *"C'est la guerre et non le New Deal qui a mis fin au chômage ; c'est la guerre qui a permis un degré élevé d'activité économique... Le fait tout simple est que la seule amélioration obtenue dans notre situation économique depuis vingt ans ne s'est manifestée que dans les cinq années qui ont suivi la dernière guerre mondiale"*. (1)

Ce qu'il faut bien comprendre, sur le plan historique, c'est que, dans l'esprit des dirigeants capitalistes (sinon dans la réalité, comme la suite de l'histoire l'a malheureusement montré), le communisme, le socialisme, compte tenu des méfaits du capitalisme (crise de 1930, Hitler) devenaient dangereux. Ils acquéraient une aura de progrès économique et social, de libération de l'homme qui fascinait travailleurs, artistes, intellectuels dans le monde entier. Et l'URSS victorieuse du nazisme, au prix de 20 millions de morts, n'était plus l'épouvantail, l'homme au couteau entre les dents des années 20. Elle devenait un pôle d'attraction, voire d'admiration. Stalin-grad ne fut pas qu'une victoire militaire.

Il fallait absolument casser cette image, cette référence. Et c'est à cette tâche que se consacrèrent, la guerre à peine achevée, deux "criminels de guerre bien tranquilles", Churchill et Truman, dont l'un au moins, le premier, continue de passer pour un grand homme.

Le *Monde Diplomatique* d'août 1990 a publié, pour le 45e anniversaire du bombardement atomique d'Hiroshima, un article très documenté qu'il faudrait lire entièrement pour être convaincu que l'accusation, même à l'encontre de Churchill, n'est, hélas !, pas blasphématoire.

Nous citons les passages essentiels, et d'abord le titre : *"Efrayer les Soviétiques, commencer la guerre froide : les véritables raisons de la destruction d'Hiroshima"*. Léo Szilard, qui avait rencontré le secrétaire d'Etat, James Byrnes, rapporte : *"Byrnes ne prétendait pas qu'il était nécessaire d'utiliser la bombe contre les villes japonaises pour gagner la guerre. Son idée était que la possession et l'usage de la bombe rendraient la Russie plus contrôlable"*.

Informé de l'usage imminent de la bombe par le Ministre de la Guerre, Eisenhower note dans ses Mémoires : *"Je lui fis part de la gravité de mes doutes. D'abord sur la base de ma conviction que le Japon était déjà battu, et donc que l'utilisation de la bombe était complètement inutile. Ensuite, parce que je pensais que notre pays devait éviter de choquer l'opinion mondiale en utilisant une arme qui, à mon avis, n'était plus indispensable pour sauver des vies américaines"*. De la même manière, le chef d'état-major, l'amiral William Leahy, un partisan du New Deal, écrit : *"Les Japonais étaient déjà battus et prêts à capituler. L'usage de cette arme barbare à Hiroshima et à Nagasaki n'a apporté aucune contribution matérielle à notre combat contre le Japon. Les Etats-Unis en tant que premier pays à utiliser cette bombe ont adopté des normes éthiques semblables à celles des barbares du Haut Moyen Age"*. En revanche, lorsqu'il fut informé de l'holocauste de Nagasaki, en revenant de la conférence de Postdam, à bord du croiseur Augusta, Truman fit part de sa jubilation au Commandant du bâtiment : *"C'est la plus grande chose de l'Histoire"*.

Le physicien anglais P.M. Blackett écrit :

"La bombe fut la première opération d'importance dans la guerre froide diplomatique".

Truman devint donc criminel de guerre uniquement pour impressionner l'URSS. En effet, le 10 mars 1945, des bombardements "classiques" sur Tokyo avaient fait 125.000 victimes. Voilà pour Truman, ce petit drapier failli, devenu sénateur, puis vice-président en 1944 et président en avril 1945, à la mort de Roosevelt. Quel dommage que ce dernier n'ait pas vécu seulement un an de plus ! Truman mourut tranquillement dans son lit en 1972. La conscience tranquille ? Probablement.

Et Churchill ? Dans le *Monde Diplomatique*, on lit : *"Churchill reçut la nouvelle de la destruction des deux villes japonaises avec joie, en la parant de justifications mensongères. Il faut dire que c'était lui en personne qui donna l'ordre de détruire Dresde (120.000 victimes)... Dans la grande vision churchillienne, Dresde et Hiroshima n'étaient qu'un élément de la stratégie globale de la guerre froide en train de naître"*.

Lord Alanbrooke note dans son journal en 1945 : *"selon Churchill, nous avions désormais entre les mains quelque chose qui rétablirait l'équilibre avec les Russes. Le secret de cet explosif et la capacité de l'utiliser modifieraient complètement l'équilibre diplomatique qui était à la dérive depuis la défaite de l'Allemagne. Churchill se voyait déjà en mesure d'éliminer tous les centres industriels soviétiques et toutes les zones à forte concentration de population. Il s'était immédiatement peint une magnifique image de lui-même comme unique détenteur de ces bombes, capable de les lancer où il le voulait, donc devenu tout-puissant et en mesure de dicter ses volontés à Staline"*.

"Rétablirait l'équilibre" : cela montre bien le poids moral de l'URSS à la fin de la guerre. Le tandem Truman-Churchill mit au point le 10 février 1946 à la Maison Blanche le développement stratégique de la guerre froide, concrétisé dans le fameux discours de Fulton, le 5 mai, où Churchill lança pour la première fois l'expression "rideau de fer". Le *Monde Diplomatique* rappelle l'antibolchevisme viscéral de Churchill qui disait : *"Le bolchevisme n'est pas une politique, mais une maladie"*.

Déjà, en 1919-1922, Ministre de la Défense

se, il avait soutenu les armées blanches contre la jeune révolution soviétique. En 1926, il déclarait que le régime de Mussolini "rendait service au monde entier". Ce n'est que lorsqu'il comprit qu'Hitler ne jouerait pas le rôle que le capitalisme aux abois (crise de 1930) voulait lui confier - détruire l'URSS - qu'il fit passer en priorité la destruction du nazisme. Mais pour lui, ce n'était qu'une parenthèse. Churchill mourut lui aussi bien tranquillement en 1965, à l'âge de 91 ans, prix Nobel ... de littérature.

2. LA GUERRE DE CORÉE : 1950-1953

La guerre, puis l'immédiat après-guerre (les cinq ans dont parlait Eisenhower) ont porté et maintenu la production à un niveau élevé (besoins civils, plan Marshall, forces armées importantes... Mais à nouveau, l'horizon s'obscurcit. Comment écouler, la paix revenue, la production de cette énorme "machine à produire" née de la guerre (2) ?

En Corée, Staline va tomber dans le piège : envahir, par la Corée du Nord interposée, la déliquescence Corée du Sud. Ce fut effectivement vite fait. Mais c'était sans compter sur la réaction des Américains que l'extension du communisme en Asie - victoire de la Chine Populaire en 1949 - effrayait.

Henri Claude, abondanciste passé plus tard au PC, avait parfaitement analysé l'erreur de jugement de Staline et la situation qui en découlait : alors que le capitalisme américain était au bord d'une "crise de surproduction" sans pareille, la guerre de Corée relançait l'économie. Staline avait inconsciemment sauvé le capitalisme d'une nouvelle crise.

La Corée fut détruite par des pilonnages aériens massifs : encore une oeuvre de Truman qui fut président jusqu'en 1952. Mais la croissance aux Etats-Unis passa de zéro en 1949 à 10,7 % en 1950 et 15,7 % en 1951. CQFD.

3. LA GUERRE DU VIETNAM 1964-1975

En fait, dès 1961, Kennedy avait considérablement accru les "conseillers américains" auprès de Ngo Dinh Diem. Les Américains n'avaient plus confiance dans la France pour barrer la route au communisme depuis que Mendès-France avait fait la paix en 1954 (accords de Genève). Et ce n'est pas l'appel de De Gaulle à Pnom Penh en 1966 : "Américains, quittez le Vietnam" qui les attendiront. Ils détruiront le Vietnam pour essayer une fois de plus de briser l'extension communiste. Mais, ce faisant, ils feront marcher à fond les fabri-

cations de guerre : c'est devenu un lieu commun que de rappeler qu'il tombait, au plus fort de la guerre, plus de bombes sur ce malheureux pays que sur tous les théâtres d'opérations d'Europe en 1945.

Destruction totale du Vietnam, bombardements "de la terreur" sur Hanoï ordonnés par Nixon, millions de morts : cela n'a pas troublé apparemment les nuits de Johnson, mort en 1973, ni de Nixon qui vend ses Mémoires pour des sommes fabuleuses. Encore des "criminels de guerre bien tranquilles", mais là aussi, la croissance fut très sensible de 1962 à 1970 et de nouveau forte de 1972 à 1973. Et l'Amérique qui a rasé des pays entiers, écrasé des populations civiles sous les bombes depuis un demi-siècle, n'a pas un seul impact guerrier de balle ou d'éclat de bombe sur un seul de ses murs. La population civile ne sait pas ce qu'est un bombardement.

4. LA CRISE DU GOLFE 1990

Plus aucun économiste ou homme public sérieux ne nie la crise économique que traverse la plus grande puissance militaire du monde. La dette publique nette devrait dépasser en 1990 les 3.200 milliards de dollars, soit 17 milliards de francs (12 fois le budget de la France), soit encore 55 % du PNB. Le seul paiement des intérêts de la dette - 200 milliards de dollars - équivaut presque au déficit budgétaire. L'épargne américaine étant nettement insuffisante, ce sont les investisseurs étrangers - Japon, RFA - qui souscriraient aux bons du Trésor. Mais ils donnent des signes de désaffection. L'Allemagne se consacre à la RDA, l'Europe de l'Est, l'URSS : c'est beaucoup plus sérieux et sûr. Le Japon se tourne vers l'Europe, ou carrément achète des firmes américaines. La faillite scandaleuse (le fils de Bush est dans le coup) des caisses d'épargne coûtera des centaines de milliards à l'Etat qui garantit les dépôts. Et de nombreuses banques risquent le même sort. La production stagne, l'inflation repart. Alors, en perspective, le krach ?

De là, le courant qui se dessine et que nous avons signalé en tête de cet article : la relance par les activités guerrières, comme en Corée, comme au Vietnam. Finalement, la guerre froide ne paie pas. Alors mettons le monde sous une pression belliqueuse forte : les 125 conflits déclarés depuis la fin de la 2e guerre mondiale n'ont fait que 20 millions de morts, après tout ! moins que la

famine. Et les bonnes années Reagan sont dues essentiellement à l'augmentation de 5 à 9 % du PNB des dépenses d'armement.

Même si la pression de pays comme l'URSS, la France, qui ont "joué" l'ONU pour éviter de laisser les mains entièrement libres aux Etats-Unis, comme ce fut le cas en Corée, finit par conduire à une solution négociée, la crise du Golfe aura une fois de plus aidé à renforcer l'économie des Etats-Unis et leur rôle de premier gendarme du Nouvel Ordre Mondial.

Le déplacement de l'Armada n'aura pas été vain. Des accords avec l'Arabie Saoudite et les émirats permettront aux Américains de maintenir des forces importantes aux frais de leurs richissimes protégés. Et toute velléité de révolte dans les pétromonarchies du Golfe seront étouffées dans l'oeuf. De surcroît, Israël pourra tranquillement poursuivre sa néfaste politique.

Calcul à court terme sans doute, car les masses arabes deviendront de plus en plus intégristes et xénophobes du fait de cette présence.

Mais il reste qu'une solution de "guerre chaude" n'est pas à écarter avec l'Irak. *Le Point* du 15-21 octobre qui titre "Bush, la tentation de la guerre", constate : "Soucis intérieurs, tragédie de Jérusalem, coalition fragile, embargo peu efficace : un cocktail explosif qui peut pousser Bush à la fuite en avant". (3) On pourrait ajouter à cela la rechute de la popularité de Bush, l'impatience des militaires due à leurs conditions de vie dans le désert ("qu'on en finisse une bonne fois, le plus tôt sera le mieux !").

Bush s'inscrit-il, comme certains de ses prédécesseurs, Truman, Johnson, Nixon, sur la liste des "Criminels de guerre bien tranquilles" ?

(1) Cité par J. Duboin, "Les yeux ouverts"

(2) Exemple : "Pendant la dernière guerre, les Etats-Unis ont fabriqué 297.000 avions... Or l'aviation commerciale des Etats-Unis utilise en temps de paix un peu moins de 2.000 avions". J. Duboin, "Les yeux ouverts".

Dernière minute:

(3) Depuis la rédaction de cet article, les événements qui se sont déroulés - décision de Bush d'envoyer 100.000 hommes de plus dans le golfe, tournée de J. Baker, etc - montrent clairement que l'Amérique est décidée à faire la guerre rapidement...

A.P.

Comme les catalans d'Eco Concern (voir page 4), Gilbert Lasserre a été amené par son métier à s'interroger sur la monnaie. Il a publié en 1987 un ouvrage fort intéressant, dénonçant en expert les mécanismes pervers liés à la monnaie capitaliste, et notre ami, Denis Bloud, avait fait de son livre une analyse que nous avons publiée en 1988. Gilbert Lasserre vient de sortir un second livre et il en fait lui-même pour nous l'analyse ci-dessous. Le sous-titre de ce second livre est "Le monde à l'envers - L'honneur perdu de l'Occident", son titre, comme pour son premier livre, étant :

AUTOPSIE D'UN DESASTRE

par Gilbert Lasserre

La seule ambition du premier ouvrage était de remettre la monnaie sur ses rails, d'en définir irréfutablement sa nature unique de créance publique, et, partant de là, d'en donner, pour la première fois, une définition. J'entendais liquider une fois pour toutes les idées de complexité du phénomène monétaire, et surtout de pluralisme de natures et de formes. Il n'y a jamais eu de monnaie-matière, et autre monnaie fiduciaire. La monnaie, depuis qu'elle existe, a toujours été "scripturale", n'ayant jamais été que créance publique mémorisée, et ce, même avant l'écriture. La mémoire de groupe (monnaie bidonvilles), l'inscription sur une pièce authentique (on confondait dès lors le support et la monnaie), puis sur le billet, sont les prémices de l'écriture, inscription quelque part de la créance. Simple histoire de support plus ou moins substantiel, allant du troc associé à la simple mémorisation...

L'écriture a fait son entrée en force avec la Banque, dans l'héritage du prêteur de deniers, qui était, lui, prêteur de supports doublant la monnaie, forcément préexistants, à l'époque où nul n'avait encore conscience de la créance publique nue. Il y a eu mutation interne, le contenant support (comptabilité matière) s'effaçant devant le contenu (comptabilité monétaire). Le roi lui-même n'authentifiait pas la créance monétaire, mais le support qui la garantissait. Philippe le Bel "allégeant" pour la première fois le support n'était pas faux-monnayeur, il ne faussait que le support, troc intermédiaire attelé à la monnaie. Il ne faisait qu'ouvrir la voie à la monnaie sans filet, qui attendait la maturation des esprits. Celle-ci s'est effectuée à travers les instituts d'émission et le billet inconvertible qui a peu à peu donné consistance à la créance nue, créance sur collectivité à travers l'Institut. Pour finir, court-circuitant le pouvoir central dans le cycle, les banques commerciales ont pris l'affaire en

main, ont battu monnaie sur créances privées en se substituant aux débiteurs dont elles se portaient du croire, pour finalement rester aujourd'hui seules en lice. La vraie monnaie, sortant des limbes, arrivait à maturité.

J'ai résolu le problème de la rémanence d'un stock d'or laissant croire à l'existence d'un "résidu" de monnaie-matière en traitant le matériau en transparence. Il n'était, pour lever l'obstacle, que de faire la part entre sa valeur potentielle (propriété publique) et sa valeur bloquée octroyée par l'Etat, en fait la créance sur l'Etat (ou plutôt la collectivité) sous-tendant le métal... Ce faisant, je tenais l'équation absolue de la monnaie, qui n'est et n'a jamais été que créance publique, née de la mutation de créances privées par un authenticateur... agréé ou qui a réussi à se faire agréer.

La place occupée aujourd'hui par les Banques, avec les ubuesques règles de ratios de liquidité et de sécurité, masque une usurpation, non seulement au niveau des profits, mais encore et surtout au niveau du droit de créer (authentifier) les valeurs au nom de la collectivité. La Féodalité moderne s'en donne à cœur joie. L'usurpation est insoutenable dans le cas de la Banque privée, héritière en droite ligne des apanages féodaux. Mais le socialisme lui-même n'a pas compris que le problème de la privatisation des banques était bien plus fondamental que celui de n'importe quelle autre entreprise, et devrait être traité sous cet éclairage. Allant plus loin, je conclus que les errements fondamentaux de l'économie dite libérale partent de la base, à savoir des abus du droit de créer valeur et de la multiplier, et je m'en explique dans le second ouvrage.

Il devrait donc vous apparaître qu'il y a divergence d'intentions au niveau de la recherche, entre le sympathique club des tenants de l'économie distributive auquel vous vous référez, et

mon parcours solitaire. Je cherche tout simplement à démontrer que l'économie capitaliste est viciée à la base : au niveau de la naissance, de la captation de la valeur, et de sa domestication dans la monnaie. Et que tout part d'une erreur de nature de la monnaie entraînant les errements que l'on dénonce aujourd'hui de tous côtés à l'entrée de l'ère dite post industrielle en matière de Valeur et des valeurs dont la monnaie est porteuse et hélas (!) abusivement créatrice.

C'est à juste titre que vous relevez des insuffisances dans mon premier ouvrage (constat insuffisant) : le lecteur ne savait où je voulais en venir. D'autres l'ont fait également. En fait, je me serais volontiers contenté de l'analyse, qui apportait une réponse à la question qui me tracassait depuis nombre d'années : le manque d'explication claire du phénomène monétaire, ce qui choquait ma conscience d'ancien banquier. Mais, sur la lancée, je me suis mis à tirer le fil qui s'est déroulé en douceur, et qui m'a conduit très loin.

Voici donc la suite que je me permets de livrer à votre critique, dans le droit fil de mon analyse du phénomène monétaire fondamental. L'ouvrage, qui porte le même titre général, se clive en deux parties, la première prolongeant mon travail de base du premier livre au cœur des mécanismes monétaires et politico-financiers qui marchent en fin de compte à l'envers, je ne crains pas la caricature, la seconde cherchant à montrer que la guerre économique conduite par le Japon contre le reste du monde s'inscrit dans la dialectique libérale. Elle n'est en fait qu'une prise à contre-pied d'un système abusif : une très mauvaise querelle qui s'alimente des perversions de deux factions antagonistes de l'humanité, une discrète allusion à l'errance biblique et aux comportements apatrides situant la pre-

mière, la dénonciation d'un patriotisme un tantinet ringard fondé sur une frustration historique, situant la seconde. Un conflit aux limites du conflit de races en ce qui concerne les protagonistes... mais sur un terrain totalement imprévu, celui du concept même des valeurs, en réaction des excès d'un ultra-capitalisme qui a perdu le sens des réalités. Répétition, à une échelle planétaire, et en transposition des valeurs politiques directes en valeurs indirectes, de l'histoire des rois faillants.

Je tiens ce second ouvrage pour fondamental pour tous ceux qui s'interrogent sur les problèmes actuels qui dépassent même les gouvernants. D'aucuns ne manqueront sans doute pas d'en contester les côtés parfois abrupts - j'ai parlé de caricature - mais tous devront convenir que les piètres résultats du capitalisme délirant qui domine le monde incitent à révision déchirante. Cela doit conduire l'honnête homme, qui doit être prévenu de ce qui l'attend au niveau de l'ahurissante domination japonaise dont rares sont ceux qui paraissent en avoir pris la vraie mesure, à se poser des questions. Le Japon a outrageusement tiré parti de la perversion du système, à un point de non retour que nul n'a encore mesuré.

Dans cet ouvrage, sous le même chapeau d'"Autopsie d'un désastre" que je tiens pour acquis et pratiquement irréversible (ce qui justifie le terme autopsie), je quitte largement le cadre de la seule théorie économique, pour entrer en politique et en sociologie. Et en stratégie : c'est la guerre, qui répète celle de 1939 où les jeux étaient faits avant même la déclaration des hostilités. Le Japon, aujourd'hui maître d'un système pervers hors lequel la théorie anglo-américaine a fait accroire qu'il n'est point de salut, est en passe de devenir le maître du monde, et nul ne veut encore y croire. C'est un fiasco de même ampleur que le fiasco communiste qui nous attend, ou le déshonneur d'un Occident livré par des maîtres prêts à accepter n'importe quelle allégeance pour sauver leurs meubles. Le Japon le sait, et joue fin... Terrible dilemme de cette fin de siècle qui va se clôturer sur la faillite des deux idées maîtresses qui l'ont dominé, et sur les décombres d'une planète dangereusement ébréchée.

Après lecture de "L'économie libérée", un lecteur nous adresse les suggestions ci-dessous, qui viennent compléter celles relatives aux contrats dont nous avons parlé récemment, et que nous soumettons aux réflexions de nos lecteurs, dont nous attendons les réactions :

FAIRE JOUER LA LOI DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

Nous avons à travailler deux questions :

I. D'abord ajuster un "volume de monnaie de consommation" à la production valorisée supposerait des calculs à la fois infinis, mais surtout incapables de tenir compte de la "valeur" essentiellement subjective que les individus accordent -au-delà des besoins primaires - aux biens et aux services proposés. Il serait à mon avis infiniment plus simple, plus souple et surtout plus "humain" à faire jouer tout bonnement la loi de l'offre et de la demande. A partir des prix actuels, des prix qui s'élèveraient seraient signe d'une demande insatisfaite et inversement. Ces "clignotants", fondés sur la gestion des stocks, articulation de la production et de la consommation, seraient les meilleurs indices capables d'orienter l'investissement.

Ainsi plus de "volume monétaire" à gérer Dieu sait comment, étant donné la subjectivité des "valeurs" accordées par tout un chacun. Les revenus - mis à part les besoins spécifiques, promotions et stimulants de toute nature - seraient alors fixes : étalons par fonction et ce seraient les prix seulement qui varieraient en fonction de l'offre et de la demande. Bien sûr, avec le progrès technique, ils ne feraient que baisser pour un même produit ou service puisque l'offre augmenterait. L'ajustement serait donc **automatique**.

II. 1) d'accorder dans les instances mixtes producteurs-consommateurs, les moyens physiques de l'investissement, à partir de la demande - et de choix politiques inévitables -

2) de déterminer la performance des "entreprises=équipes". Nous devons présenter comment et sous quelles instances doivent se faire les comparaisons entre elles pour des produits et services analogues :

a) aux stades intermédiaires, il faut des "coûts conventionnels" pour Appros + MO + Invest. (MO + Appros) qui se transfèrent dans la chaîne de production avec choix possible des fournitures à ce coût par chaque entreprise de la chaîne ... D'où un jugement implicite à chaque stade.

b) au stade final de la consommation, la comparaison de ces coûts aux performances et qualités par les experts de la profession plus les consommateurs ... et leur diffusion.

Les prix à la consommation étant déconnectés des coûts comme rappelé en I et les arbitrages des moyens, éclairés par les clignotants de la demande se faisant comme indiqué en II 1).

Georges GAUDFRIN

Le livre se clôture - ou s'ouvre - sur un journal, en forme de dernières nouvelles, les événements allant très vite. A suivre donc. Ce journal suivra les trajectoires japonaise, anglo-américaine et européenne. Je donne deux ans aux faits, c'est-à-dire que je donne deux ans à l'Histoire pour me donner raison. L'Occident anglo-américain, le libéralisme et le monétarisme (dans l'acception la plus large de règne d'une certaine monnaie) sont à bout de souffle. La seule inconnue majeure, et le seul espoir restant, sont au niveau de l'Europe. Ce journal, qui est celui de tout le monde, suivra donc les méandres des événements, des revie-

tements sournois ou émotifs, les capitulations et forfaitures, les erreurs, toutes les péripéties de la fantastique partie de bras de fer qui s'est déjà engagée entre l'Europe, le tandem anglo-américain décidé à persévérer dans sa voie suzeraine et le Japon et ses acteurs très spéciaux d'un scénario sans précédent.

Je me suis pris au jeu. Ce livre est ainsi devenu un cri d'alarme, en même temps qu'un acte d'accusation de la Pensée Magistrale Libérale abusive, de la Banque, de la Féodalité, de la Bêtise. Il faudrait faire passer son message.

NOTRE AMI LE ROI

Gilles Perrault, auteur notamment de "l'Orchestre rouge", "le Pull-over rouge", dénonce dans son dernier livre (Gallimard) les colonisateurs du Maroc et le régime d'Hassan II, "l'ami de la France".

Les tortures sont dignes de celles du nazisme.

Récemment, la CSA a demandé à Amnesty International de modifier sa campagne de dénonciation des violations des libertés dans le monde : elle demande notamment de retirer le nom de Hassan II, personnellement dénoncé. Bravo la CSA, c'est-à-dire en fait la France gouvernementale, c'est-à-dire l'ETAT : Monsieur Mitterrand soi-même.

A.P.

SNOWGATE

ou : "Pouvons-nous encore nous offrir le luxe de la morale en économie?" par Bennington Porter bien traduit et publié chez Lafont. Un roman édifiant qui décrit les moeurs des golden boys, des "raiders", des politiciens et moralistes qui vivent de l'argent de la drogue aux Etats-Unis.

M-L D.

ECONOMISTES :

LA GRANDE MASCARADE

Certains soupçonnent la Grande Relève de parti-pris à l'encontre des économistes distingués, des experts, des oracles et des statisticiens.

Voici un ouvrage (1) qui va bien au-delà de tout ce que nous pouvons écrire en ce domaine. L'auteur ne peut être taxé de mauvaise foi, puisque c'est un spécialiste en la matière : docteur d'Etat ès sciences économiques, maître de conférence à l'université des Sciences sociales de Toulouse et chroniqueur au mensuel "Dynasteur" (2). Dans la dérision, l'humour et le sarcasme, on ne saurait mieux faire. Citons seulement ces passages révélateurs :

"... L'un des fondements de la science économique est son irresponsabilité. Alors qu'un médecin peut payer

une erreur de la prison, que le physicien doit faire partir la fusée, le prix Nobel de sciences économiques peut venir raconter ce qu'il veut, le chaud ou le froid, conclure que - les affaires sont les affaires et que tout

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE EN CASSETTE.

Vous voulez réunir quelques personnes pour les faire réfléchir à nos thèses et en discuter? André Prime vient d'enregistrer une cassette sur la crise du capitalisme et l'économie distributive pour vous aider à ouvrir le débat. Prix franco : 50 F.

Et avant un an, nous espérons pouvoir mettre à votre disposition une cassette vidéo.

ça est très compliqué - on le remercia. On ne lui tiendra jamais rigueur de son ignorance ou de ses fausses prévisions et, en effet, dès le lendemain, les affaires sont les affaires. Personne n'aurait l'idée d'incriminer après une émeute de la faim quelque économiste....

Dans l'incapacité à être sanctionné de quelque manière que ce soit, réside l'immarcescibilité d'une science qui bégaie la même chose d'Adam Smith à Milton Friedman. Il n'y a pas d'expérimentation économique possible au sens où il y a une expérimentation physique, ce que reconnaissent bien volontiers tous les économistes, lâchement soulagés quand même. Ils continuent de clamer néanmoins que "l'économie, c'est comme la physique" "Walras c'est de la mécanique" et "Samuelson et Allais de la thermodynamique".

Mais il faudrait relever de nombreux paragraphes où les habitués de la Grande Relève auront l'occasion de

—Qu'est un distributiste efficace ?

—C'est un lecteur qui chaque année fait un nouvel abonné à la Grande Relève...!

s'esclaffer et de ricaner des sophismes, lieux communs et autres bêtises distillés par les gourous de la finance.

Nous ne ferons qu'un reproche à B. Maris, c'est, peut-être, de trop en faire. Aucune doctrine, aucun raisonnement ne trouve grâce et n'échappe à ses moqueries. Sauf peut-être certains socialistes et son préféré sûrement : J.M. Keynes. L'impression qui reste de son livre est un peu celle que l'on conserve de la lecture assidue du "Canard enchaîné". Après s'être bien délecté et ri à gorge déployée, le lecteur risque de rejeter toutes les tentatives de solution et de se réfugier dans le nihilisme. Bien

entendu, nous ne demandons pas à B. Maris de se convertir à l'économie distributive ou, au moins, d'en prendre connaissance. Quoique... Nul doute qu'il exercerait aussi sa verve intarissable et documentée à notre rencontre.

Nous espérons en avoir dit suffisamment pour qu'après avoir lu "Les affranchis de l'an 2000", notre abonné ait envie de se payer une bonne pinte de rire au détriment de nos augures pontifiantes.

Par les temps que nous vivons et sur ces sujets, ce n'est pas si fréquent après tout.

Et puis, lorsque B. Maris redevient sérieux, il sait intéresser et apprendre, par exemple, sur la monnaie, la Bourse, la dette du tiers-monde et dénoncer les responsabilités, comme sur la faim, la pauvreté et son exploitation par les media. Nous ne pouvons donc que recommander chaudement son livre.

R.M.

—(1) "Des économistes au-dessus de tout soupçon, ou la grande mascarade des prédictions", par Bernard Maris, aux Editions Albin Michel, janvier 1990

(2) Le mensuel des "Echos"

LA GAUCHE EST MORTE,
VIVE LA GAUCHE !

Après "Manifeste pour une fin de siècle obscure" publié début 1990, et dont nous avons rendu compte dans ces colonnes (n° 888), Max Gallo frappe encore plus fort.

Bien que membre du Comité directeur du PS, député PS européen, il n'hésite pas à dénoncer la trahison du PS et de ses gouvernements ; et sans ménager le Chef de l'Etat. "Ne rien faire qui dérange, qui mobilise... On recherche le consensus, cette couverture noble de l'inaction, de la soumission aux forces réelles dominantes. Après dix ans, chacun de ceux qui veulent rester au pouvoir a compris qu'il faut d'abord pour cela, ne pas affronter les vraies puissances : celles de l'argent, celles du marché, celles qui dominent la société. Ça, la République, après dix ans ? Comme si le doute n'avait jamais cessé de gouverner ! Portons le deuil, camarades". Courageux, compte tenu de la position de Max Gallo.

A.P.

par René MARLIN

Nous avons vu, dans la première partie de cet article, le rôle éducatif du sport. La compétition, inséparable du haut niveau, donne quelquefois lieu à des dérèglements qui viennent entâcher la pureté souhaitable du message.

LA TRICHERIE

Elle consiste, bien évidemment, à rechercher les moyens extra-réglementaires de l'emporter. La lutte est continue entre le règlement et les tricheurs comme entre la loi et les délinquants. Dans ce domaine, l'imagination n'a pas de limite. L'une des méthodes les plus simples consiste à se concilier la faveur de l'adversaire, il y en a toujours un ou plusieurs, ou bien de l'arbitre, il y en a souvent.

Payer le joueur de l'équipe adverse, le soudoyer par des cadeaux ou des promesses est chose facile. Le footballeur italien Paolo Rossi, l'une des vedettes de la Coupe du Monde 1978, fut accusé, avec plusieurs autres joueurs, d'avoir été rétribué pour faire perdre son équipe de façon à favoriser des joueurs au Toto-calcio (1). Le scandale fit grand bruit, puis s'apaisa...

En tennis, certaines parties tiennent à très peu de choses. Un seul point peut faire basculer le gain d'un match. C'est d'ailleurs là l'intérêt du jeu. Le suspense est quelquefois très fort. Il survient alors de véritables petits drames à rebondissements plus excitants que des pièces de théâtre ou des films de cinéma. Des tennismen sont réputés pour jouer de leur action psychologique auprès des arbitres, sinon de leurs adversaires. Les colères vraies ou simulées de John Mac Enroe lui ont valu à différentes reprises des points de pénalité ou des amendes importantes. Sont-elles destinées à se motiver, à déstabiliser l'autre ou à influencer le juge ? Lui seul pourrait le dire. Son irrascibilité et son comportement de gosse trop gâté lui ont attiré, dans le passé, l'hostilité des foules. Depuis son retour au premier plan, il a retrouvé une meilleure popularité. Il est vrai que son comportement s'est amélioré. Et puis ses coups sont tellement imprévisibles ou admirables ! Versatilité des foules.. Quoiqu'il en soit, certaines balles sont difficiles à juger d'autant plus que la définition d'une balle bonne ou mauvaise manque de précision (2).

L'ARBITRE

L'honneur national mal compris ou exacerbé mène à des injustices flagrantes. Le Tournoi des Cinq Nations (3) de rugby est, chaque hiver, l'occasion de matches homériques. L'équipe de France a été admise dans ce tournoi par exception. Elle n'a jamais été considérée, moralement, comme l'égale des nations britanniques. Ainsi, aucun juge français n'ayant jamais arbitré, c'est normal, un match avec participation française, c'est un "neutre" qui officie : anglais, écossais, irlandais ou gallois suivant le cas. Il est manifeste que bien qu'appliquant, en principe, les mêmes règles, les arbitres britanniques ont une tendance puissante à ne voir les fautes que des Français et cette tendance augmente, notamment près de la ligne de but, en cas de match indécis et dans les derniers instants de la partie. Tout le monde le sait, mais personne ne cherche à y remédier. La solution est simple : les arbitres ne seraient ni français, ni anglo-saxons.. Mais le privilège des "inventeurs" du jeu cesserait, ce qui leur ferait beaucoup de peine et les dirigeants français ne veulent surtout pas insister ; ce serait de mauvais goût et puis de tels intérêts communs sont en jeu.

Terminons ces quelques exemples de triche, non limitatifs, par des mains au football : main en demi-finale de la Coupe d'Europe des clubs champions qui empêche l'Olympique de Marseille d'accéder à la finale de 1990 au lieu du Benfica de Lisbonne. Mains de l'une des idoles internationales, Diego Maradona : la première qui lui permet de marquer un but au cours de la Coupe du Monde en 1982 au Mexique, la seconde qui arrête un tir allant droit dans les filets argentins au cours du match Argentine-URSS, le 13 juin 1990, lors de la dernière Coupe du Monde en Italie. Dans les trois cas, l'arbitre n'a rien vu alors que presque tous les spectateurs s'en sont aperçus. Etrange cécité qui peut donner lieu à toutes les suppositions... Il est vrai qu'au regard des sommes fabuleuses que touchent certains joueurs, les arbitres ne reçoivent que des défraiements et des indemnités de misère. La renommée universelle de Maradona dissuade les arbitres de siffler contre lui. Les attaquants bénéficient du préjugé favorable, ce qui peut

se concevoir, mais par contre les "plongeurs volontaires" de l'idole sont monnaie courante. Au basket-ball, une faute serait sifflée contre lui, cela s'appelle "passage en force". L'Argentin n'est pas le seul à agir de la sorte ; il y a longtemps que des joueurs s'effondrent plus ou moins volontairement dans la surface de réparation adverse. Un adversaire qui part seul vers le but est abattu sans pitié du moment que la pénalité suprême n'est pas à redouter. Des méthodes diverses sont utilisées pour gagner du temps lorsque son équipe gagne...L'arbitre s'y laisse quelquefois prendre, alors pourquoi ne pas tenter la chose, surtout dans les cas difficiles ? Une bonne sanction allant jusqu'à l'expulsion du terrain s'imposerait alors...

Les referees avaient reçu des consignes de sévérité pour la dernière Coupe du Monde. Ils les ont appliquées, avec plus ou moins de rigueur, selon les équipes et les parties et pas toujours à bon escient.

Ayant une peur-justifiée-des spectateurs, beaucoup arbitrent "à la maison", favorisant inconsidérément l'équipe qui reçoit sur son terrain. Les abus sont fréquents... Et puis les juges ne sont pas infailibles. Au tennis, il y a neuf arbitres; pourquoi le football n'en utilise-t-il que trois ? Pathétiquement seul à décider, cet homme a besoin d'aide. Il faudrait mettre à sa disposition pour les grandes rencontres tous les moyens techniques actuels, ralenti télévisés par exemple. Il ne se trouverait plus, ainsi, en infériorité par rapport aux téléspectateurs. Des expériences en ce sens vont avoir lieu bientôt; très tard...

LE DOPAGE

Le dopage utilise des drogues naturelles ou chimiques de plus en plus perfectionnées. Faute de pouvoir les déceler, - voir toujours la lutte entre la loi et les délinquants, - la tentation de les accepter est réelle. Après tout, les utilisateurs sont majeurs et libres de leur choix. Mais ce serait renoncer à la valeur éducative du sport et surtout transformer la confrontation physique en une compétition entre chimistes. Il faut reconnaître toutefois que certains procédés comme l'oxygénation externe du sang sont pratiquement indécélables...

Les succès massifs des athlètes d'Allemagne de l'Est dans les Olympiades et

les championnats du monde d'après-guerre les ont fait suspecter d'emploi de dopages ou au moins de méthodes irrégulières (conditionnement - anabolisants en période de préparation etc). En fait, les contrôles étant inopinés et faits au hasard, ces sportifs-là n'ont pas été convaincus beaucoup plus que les autres d'avoir enfreint les règlements. Même l'ouverture à l'Ouest n'a pas apporté, jusqu'à présent, de preuves manifestes, sauf des témoignages parfois suspects, au moins, intéressés.

Les sports individuels sont propices à l'emploi des drogues. En 1980, Y. Noah affirme : "Des mecs chargés, j'en vois dans tous les tournois" (4). Il doute de B. Borg et déclare que Pecci n'a pas remporté "Roland Garros" une fois, puis disparu des classements sans raison. Depuis, ayant gagné lui-même le célèbre tournoi, en 1983, il se tait et continue sa carrière lucrative, mais descendante. Le 13 juillet 1967, l'Anglais T. Simpson s'écroule dans le mont Ventoux, lors du Tour de France cycliste. Officiellement victime d'un collapsus cardiaque. En fait, tout le monde sait qu'il a succombé à un dépassement exagéré de ses capacités dû à l'absorption d'amphétamines. C'est le scandale, vite étouffé. Le Tour met en jeu des sommes énormes. L. Fignon est lui-même convaincu de dopage. Il n'en poursuit pas moins son activité. Pire, le Canadien Ben Johnson, vainqueur de la plus lumineuse des courses à pied : le 100 mètres, au cours des Jeux Olympiques de Séoul, en 1988, est déclassé et suspendu après un contrôle positif. Il vient d'être réintégré par le Comité Olympique canadien et va probablement participer aux Jeux de Barcelone en 1992, malgré l'opposition de plusieurs de ses pairs. En fait, sa masse musculaire énorme a été constituée à vie grâce aux produits interdits. Mais il semble bien que ce soit le nationalisme qui ait joué dans cette décision inadmissible ; les Canadiens capables d'apporter des médailles à leur pays sont si rares...

LA VIOLENCE

S'ils sont évidemment protégés, en grande partie, mais pas entièrement, du dopage, les sports collectifs sont entâchés par la montée de la violence d'ailleurs générale dans nos sociétés. Banalisée, mais aussi mise en évidence par la télévision, elle est détestable dans toutes ses manifestations et, comme les autres formes de tricherie, insuffisamment sanctionnée.

La violence se manifeste d'abord sur le terrain. Il faut défier, intimider, puis détruire l'adversaire pour le battre. Dans un article déjà cité de Transversales Science et Culture (5), il est fait état de la fameuse agression du Néerlandais Gilhaus contre J. Tigana, lors du match de football Bordeaux-Eindhoven du 2 mars 1988. Après la rencontre, Koe-man, coéquipier de Gilhaus, déclara froidement que tous ses partenaires avaient félicité l'auteur du coup qui élimina le meneur de jeu bordelais. Koe-man a expliqué que de tels actes étaient nécessaires pour être compétitif au plus haut niveau. L'arbitre s'était contenté de donner un carton jaune à Gilhaus, sans l'exclure du terrain, ce que son geste méritait pourtant, et qui aurait rétabli l'équilibre. La seule sanction fut une amende de 30.000 F. infligée à... Koe-man par les dirigeants de son club ; probablement pour excès de franchise. Au rugby, comme au football, la violence est endémique. Ce qu'il faut aussi éviter, c'est l'exclusion. Les rugbymen français se montrent souvent naïfs et donnent des coups devant les arbitres britanniques, ce qui est suicidaire. Les avants Garuet et Carminati en ont fait de récentes expériences. En ce qui concerne le second, il se savait pourtant surveillé à cause de sa mauvaise réputation en Angleterre, et l'on disait partout avant le match qu'il risquait l'éviction...

C'est également dans les tribunes et hors du stade que la brutalité se développe. Au stade du Heysel, à Bruxelles, 39 morts, 600 blessés, le 29 mai 1985 ; à Sheffield, en Angleterre, 95 morts, 170 blessés, le 15 avril 1989 ; c'est l'hécatombe. En plus des hooligans et autres skinheads, la disposition matérielle des stades est en cause. Beaucoup trop de tribunes offrent des places debout mal protégées de la poussée que les spectateurs du haut exercent forcément sur ceux du bas. C'est le risque d'une véritable avalanche de corps qui déferle, avec les mêmes conséquences qu'en montagne. Des barres d'appui solides et, mieux, des places assises suffiraient à éviter de telles catastrophes. Mais évidemment le nombre des places offertes serait moins important. Les recettes diminueraient et les investissements augmenteraient. Quant aux déchaînements des hommes, il s'agit d'un phénomène qui n'est pas spécifique au sport et qui ne l'affecte que parce qu'il est l'occasion de rassemblements de foules excitées par les enjeux. Les Romains -

panem et circences - savaient déjà que le spectacle est un dérivatif précieux pour les dirigeants et qu'il peut aller jusqu'à la mort.

Les militaires ont, au début du siècle, surtout en France, accaparé la pratique sportive (6). Les pacifistes se sont bien rattrapés depuis. Un bon match international, même viril, est, de loin, préférable à une guerre.

Nous ne pouvons pas ici nous livrer à une étude approfondie de cette question. Les personnes intéressées trouveront dans les numéros 3 et 4 de Transversales Science/Culture déjà cité, une analyse psychologique de la brutalité, notamment en rapport avec le sport.

L'ARGENT

Le fric et les combinaisons ont tué ou presque la boxe et le cyclisme professionnels, au moins en France. Le football, plus solide, est envahi par les affaires et les polémiques. B. Tapie, C. Bez, R. Courbis, R. Rocher, etc... ont été ou sont, plus ou moins volontairement, au centre d'accusations et de contre-accusations qui retiennent l'attention des journaux spécialisés et des médias en général. Beaucoup de clubs sont dans l'impasse malgré le soutien des municipalités qui en font des porte-drapeaux régionaux. Depuis la fameuse "épopée des verts", tout le monde connaît Saint-Etienne en France, en Europe, et dans le monde entier. Le déficit des clubs de première division serait de 300 MF. L'équipe de Mulhouse aurait coûté 20 MF à la ville en 1989, soit 117 F par habitant. Le coût était de 111 F. pour les Cannois, 39,50 F. pour les Bordelais, 8 F. pour les Parisiens, etc... (7) même ceux qui n'aiment pas ou détestent le ballon rond.

La revue Economie et Humanisme (8) a publié une étude de J-F Bourg intitulée "Le marché du travail des footballeurs : dualisme et rapport salarial" émaillée d'une quantité de renseignements statistiques. Par exemple, 20 à 30 joueurs de division 1 ne trouvent pas d'emploi chaque saison, 60 à 80 sont obligés de se déqualifier dans les divisions inférieures. Pourtant, on le sait, les grandes équipes : l'Olympique de Marseille, les Girondins de Bordeaux, le Paris-Saint-Germain recrutent en excès les meilleurs joueurs. Ils le font non pour leurs besoins propres, mais pour affaiblir les autres. Ainsi, des "internationaux" restent sur le banc des remplaçants ou ne jouent que quelques

minutes par match, tout en touchant des salaires confortables. Il est vrai qu'au football comme ailleurs, l'important n'est pas d'être riche, mais c'est surtout que les autres soient pauvres. Un joueur anonyme peut gagner 100.000 F. par an alors que le plus payé Luis Fernandez touchait, à l'époque, 8,4 MF, soit un rapport de 1 à 84. Il est d'ailleurs signalé que sur les 5000 Français gagnant plus de un MF par an, 150 étaient des sportifs, dont 100 des footballeurs. On apprend, dans cet article, que la firme Matra a injecté 700 MF dans les caisses de son équipe. Lorsque l'on sait que le "Matra-Racing" a été relégué en seconde division et en est mort, à l'issue de la saison 1988-1989, l'on mesure quel gaspillage résulte de l'entrée de ce sport dans l'économie marchande et combien la gestion de telles affaires est aussi énorme que fantaisiste.

Le sport pourrait prétendre être une magnifique école de volonté, de persévérance et de solidarité. Dans sa forme de masse qui reste désintéressée, il l'est encore, chez plus de cent mille dirigeants aussi admirables que bénévoles et chez des millions de pratiquants. Son passage, inéluctable dans ce régime, à un sport-spectacle, un sport-domination et un sport-argent en fait la pire vitrine offerte à la jeunesse.

Pour redresser cette situation, les sanctions internes aux fédérations ou externes, c'est-à-dire judiciaires, sont insuffisantes. C'est le profit qui compte. Seule la désaffection du public, comme il l'a déjà fait pour certaines spécialités, montrera que l'opinion n'est pas dupe.

L'économie que nous proposons serait évidemment de nature à faire disparaître les excès les plus honteux que nous avons dénoncés ici et le sport redeviendrait ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : une somptueuse manifestation de la joie de vivre.

(1) Loto sportif du football en Italie

(2) Que veut dire, par exemple, exactement, l'expression "pleine ligne" employée par les commentateurs?

(3) Angleterre, Ecosse, France, Irlande, Pays de Galles

(4) Le Monde du 29 août 1980

(5) N° 3. Voir G.R. n° 894

(6) Ils cherchent à le faire de nouveau, en particulier à travers le protocole Défense-Education Nationale signé le 25 janvier 1989 entre MM. Chevènement et Jospin. Protocole dénoncé par nos amis de l'Union Pacifiste

(7) Chiffres de "Que choisir ?".

(8) Novembre-décembre 1989. Une bibliographie fournie permet de constater combien les chercheurs s'intéressent maintenant aux aspects économico-financiers du sport.

L'allocation universelle (voir l'éditorial ci-dessus) est décidément une idée qui se répand, et pas seulement parmi les membres de l'association BIEN dont nous avons souvent parlé ici. Voici quelques extraits, envoyés par plusieurs lecteurs, d'un article du Monde, signé du Vice-président (PS) de la Commission des Affaires Sociales du Sénat, Marc Bœuf, et intitulé:

UN REVENU SOCIAL GARANTI

La Constitution de la République Française stipule que "tout être humain qui se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens d'existence convenables...". Il est ainsi reconnu à chaque citoyen un droit fondamental : le droit à une existence digne.

Nous devons malheureusement constater... qu'une partie appréciable de la population se trouve en dessous du seuil de pauvreté.

Le RMI est déjà une étape importante. Son instauration a été pour l'histoire sociale de notre pays aussi capitale que la création de la Sécurité Sociale...

Pour la première fois est apparue la notion d'un revenu à toute personne démunie. Il est temps maintenant d'approfondir notre réflexion.

N'arrivons-nous pas à l'ère où le travailleur essentiel sera la machine ? ...N'est-il point temps de penser à l'instauration d'un revenu social garanti pour tout citoyen ? Cela existe dans certains pays comme le Canada.

L'originalité viendrait que ce revenu serait versé à tout être humain dès sa naissance. L'enfant deviendrait un allocataire et non un attributaire. Ce revenu, pris en compte pour la détermination des impôts, serait un revenu de base égal pour tous, pouvant être majoré selon l'âge ou le handicap. Ainsi serait supprimée cette multitude de prestations familiales hétérogènes et bien souvent mal adaptées aux situations actuelles.

Le citoyen serait l'allocataire de ce revenu jusqu'à son entrée dans le monde du travail, ce revenu garanti remplaçant toute autre forme d'aide. Ainsi seraient concrétisés les droits exprimés dans notre Constitution.

Il faudra chiffrer le coût de ce revenu social garanti, qui paraîtra énorme, mais qui entraînera la disparition d'un certain nombre de prestations et fera apparaître une nouvelle somme d'impôts.

Ce qui sera nécessaire surtout, c'est une évolution des mentalités...

ŒUVRONS POUR NOTRE UTOPIE

L'"Economie distributive" est bien loin d'être une utopie comme on voudrait nous le faire croire.

Socialement inscrite dans l'histoire l'économie distributive est en partie dans notre vie. Constatez-le autour de vous !

A nous de la développer car c'est la seule alternative à l'économie de marché, cette économie qui subsiste grâce à ses usines d'armements qui engendrent tous les méfaits que les peuples du monde entier doivent subir contre leur gré.

Œuvrons donc pour notre utopie la plus noble qui soit sur terre : L'Economie de Vérité.

Albert Chantraine

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ

A. Naude 20 - Le Renouveau des Amis de l'Homme 90 - Kurdjean 20 - Mme Lahens 300 - A. Boulengier 40 - Mme Buguet 200 - J. Brébion 30 - J. Frigout 40 - Antoniuk 45 - E. Hubert 140 - P. Ingrain 390 - R. Piquet 100 - A. Paklepa 50 - J. Escalettes 80 - R. Niquet 45 - G. Poncin 500 - R. Carpentier 50 - Mme Carbonnel 235 - Mme Bour 90 - R. Denneval 40 - J. Ménager 90 - R. Gérard 90 - Mlle Pineau 250 - G. Isabelle 45 - L. Poyet 100 - J. Lanoe 60 - Mme Lahens 300 - Savart 90 - Mme Kekenbosch 40 - R. Claustre 140 - V. Abecassis 80 - A. Gasnier 100 - P. Peignon 190 - R. Carpentier 100 - L. Perrard 90 - R. Mangeon 50 - M. Petit 90 - A. Ouillon 90 - R. Jubert 90 - P. Arnoux 10 - G. Maurice 90 - D. Touileb 40 - P. Courtet 30 - R. Labesse 300.

Total : 5.060 Francs Merçi à tous

Les peuples de l'Est ont besoin de faire une cure d'économie de marché, avec chômage, bas salaires dans les usines rachetées par les capitalistes de l'Ouest, loyers chers, truquage électoral, scandales politico-financiers, luttes entre les partis bourgeois pour la conquête des places lucratives, mévente des produits agricoles, pilonnage des médias, pour apprendre ce qu'est le paradis capitaliste, la loi du marché impitoyable, les riches aux fortunes insolentes, le luxe pour une minorité, les privations et même la misère pour la grande majorité. Une analyse du communisme, plus poussée et plus honnête que celle de Juliard, aurait montré que le communisme avait surtout besoin d'être rénové et débarrassé de ses parasites. Le stalinisme, forme perverse du communisme, n'est né que parce que les grands bourgeois de l'Occident qui possèdent l'Argent, le Pouvoir, les Médias, qui sont servis par des plumitifs, sans scrupules, grassement payés, ont contraint l'URSS et les autres pays de l'Est à s'isoler et à surarmer, ce qui a étouffé leur économie et les a fait dévier de la marche vers le vrai communisme.

... Dans nos démocraties bourgeoises, dans ces soi-disant pays de Droit, le petit peuple est sans moyens pour faire entendre sa voix. On s'efforce de faire disparaître les rares journaux qu'il possède en les privant de la publicité, en déformant leurs thèses, en les accablant de procès, en les ignorant à la radio et à la télévision, en abreuvant d'injures et de sarcasmes les dirigeants de l'extrême gauche.

... Le petit peuple dégouté de ces magouilles se réfugie dans l'abstention, ce qui risque de faire basculer ces démocraties dans le fascisme.

M.D., Paris 17e

L'économie athée de l'Est donnait peu mais n'oubliait personne. Ici le capitalisme des chrétiens ou des maçons enfante et tolère une misère envahissante et odieuse. L'Evangile est banni de l'économie. Les quelques refuges qui émergent de ce naufrage ne sont devant les

besoins croissants que des témoins qui donnent bonne conscience aux satisfaits et repus encore majoritaires. SOS, Abbé Pierre, Quart Monde, etc... luttent généreusement. L'Eglise s'installant dans un régime politico-économique de "misère au sein de l'abondance", pour la masse des isolés, elle le renforce inconsciemment par son usage même.

... La Distribution est, avec un travail sain, le moyen d'accéder à ce stade moral et spirituel qui nous distingue du règne animal régi par la loi naturelle qui le protège par l'instinct. Devant cet essor inouï, matérialiste et financier, l'Homme, et l'Etat qui l'incarne, saura-t-il choisir à temps entre Dieu et Mammon, l'esclavage ou sa vraie liberté ?

P.P., Châteauroux

Effondrement du marxisme-léninisme, communisme en déconfiture, catastrophe économique dans les pays de l'Est, la surenchère va bon train pour accabler un régime déclaré moribond, objet de tous les opprobres.

En fait, il ne s'agit ni du "communisme", terme impropre dont on a pris l'habitude de qualifier le "capitalisme d'Etat", ni de cette formule socialiste à laquelle aurait dû accéder toute nation collectivement propriétaire de ses moyens de production, de distribution et d'échanges. Un socialisme communautaire à monnaie de consommation offre toujours d'extraordinaires perspectives dégagées de la plupart des tares inhérentes à tout autre système pratiqué à ce jour.

Il est commode d'incriminer la socialisation des moyens de production et de distribution pour en faire la cause de la "débâcle" du capitalisme d'Etat. Et d'accuser pêle-mêle une délirante bureaucratie, l'excessive centralisation des décisions, l'absence d'initiative au niveau des entreprises, le manque d'intérêt des personnels au travail confits dans leur sécurité. Et d'en rajouter en soulignant les désastreuses conséquences : énormes

gaspillages d'emplois et de moyens, pertes de récoltes, transports délabrés, secteurs de pénuries.

Sans doute, pourrait-on mettre en parallèle les gaspillages qui, dans les sociétés occidentales, soutiennent l'activité économique, le rôle joué par l'Etat-client assiégé par les lobbies, puis cet autre rôle d'Etat-providence, subventionnant, détaxant, réglementant, couvrant les risques, épaulant de ses démarches tous azimuts les entreprises en quête de débouchés.

Et puis, croit-on que ce soit l'attrait du profit qui motive le gros des salariés vivant de leur SMIC ? Les pénuries ? Combien de foyers, dans l'aire des économies de marché, manquent du nécessaire ? Combien connaissent le drame de la pauvreté, voire du dénuement, les envies non satisfaites en raison des prix ? Combien vivent dans l'angoisse du chômage, de l'endettement, des risques permanents qu'il leur faut assumer ?

... On fait un mauvais procès au socialisme en mettant au compte de la collectivisation des moyens de production, de distribution et d'échanges, les avatars de l'économie soviétique. Ceux-ci ne mettent pas en cause la collecte des profits par l'Etat, profits utilisés, non à des fins d'enrichissements privés, mais en vue de l'intérêt général (fonds de consommation, tout particulièrement, assurant la stabilité des prix).

... En fait, il eût fallu associer aux socialisations d'autres usages monétaires, la pratique d'une monnaie de consommation et décentraliser initiatives et décisions au niveau des entreprises et des collectivités locales gérantes de leurs approvisionnements, des crédits gagés sur leur valeur, des disponibilités en main d'oeuvre, le tout assorti de procédures d'arbitrage. Alors tout changeait et, ravalant ses imprécations, l'Occident, à son tour séduit, emboîtait le pas, le feu vert donné à l'abondance.

Le message n'a pas été perçu et tout est à recommencer. Des années perdues. Bêtement.

H.M., Guérande

résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine.

Mais en ce 20^e siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette "révolution de l'intelligence" est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, "la grande relève" des hommes par

la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa survie, l'être humain était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des productions nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques. Il faut d'abord admettre l'idée que le pouvoir d'achat ne peut plus être mesuré par la durée d'un travail accompli. Et ceci nous oblige à imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à tout ce que les robots fabriquent pour **tous**.

C'est parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptees que nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. Un monde devenu tellement absurde qu'il dépense plus de 10 millions de francs **chaque minute** pour préparer la guerre, mais ne trouve

pas d'argent pour empêcher des millions de gens de souffrir de malnutrition! La misère grandit quand s'ouvre l'ère de l'abondance !

Nous sommes ainsi à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société à cette brutale transformation. Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de **tous** les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été imaginés et proposés par J. Duboin sous le nom d'économie distributive:

L'économie distributive

Le travail: Même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois un **devoir**, celui de participer, et un droit, celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

Dès lors que le temps de travail-humain décroît pour une production croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

Les revenus: Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut

trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant régulièrement son **REVENU DE CITOYEN** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort: tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi un être économiquement indépendant.

La monnaie: Pour qu'il puisse y avoir équilibre entre l'ensemble de ces revenus distribués et les richesses disponibles, la monnaie distributive n'est **pas thésaurisable et elle ne circule pas**. C'est une **MONNAIE DE CONSOMMATION** qui s'annule (comme s'annule un billet de train) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son

choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins.

Les **investissements**, de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production "disponible" et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer; il n'y a donc **pas d'impôt** et les revenus augmentent avec la production.

Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne du veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins**.

La compétitivité fait place à la **convivialité**.